INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Bulletin statistique régional

Édition 2012

CRÉ – Longueuil

Québec

Équipe de rédaction :

Danielle Bilodeau, Pierre Cambon, Stéphane Crespo, Claude Fortier, Jean-François Fortin, Chantal Girard, Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Jean-François Lachance, Stéphane Ladouceur, Guillaume Marchand, Martine St-Amour

Avec l'assistance technique de :

Marie-Ève Cantin, Claudette D'Anjou, Fanny Desrochers, Danielle Laplante, Hugo Leblanc, Amélie Martins, Danny Sanfaçon

Révision linguistique :

Esther Frève, Micheline Lampron

Sous la coordination de :

Pierre Cambon, Stéphane Ladouceur

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411
Sans frais : 1-800-463-4090
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com / Amanda Rohde / Victor Kapas / Devin Allphin, photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	g	Gramme
...	N'ayant pas lieu de figurer	kg	Kilogramme
–	Néant ou zéro	t	Tonne métrique
—	Données infime	hl	Hectolitre
p	Donnée provisoire	n	Nombre
r	Donnée révisée	$	En dollars
e	Donnée estimée	k	En milliers
F	Donnée peu fiable	M	En millions
x	Donnée confidentielle	G	En milliards

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2012
ISSN 1712-2066 (version imprimée)
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juillet 2012

Table des matières

Territoire 2

Démographie 3

Marché du travail 7
Nombre et taux de travailleurs 7

Comptes économiques 8
Produit intérieur brut 8
Revenu personnel 10

Conditions de vie et bien-être 12

Investissements et permis de bâtir 14
Investissements 14
Permis de bâtir 15

Santé 16

Éducation 18

Culture et communications 20

Concepts et définitions 21

Tableaux comparatifs 28

1. Territoire

par Guillaume Marchand, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le territoire de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Longueuil couvre une superficie de 308 km². Elle est composée de cinq municipalités : Brossard, Saint-Lambert, Boucherville, Saint-Bruno-de-Montarville, Longueuil.

Avec une superficie en terre ferme de 282 km² (91,5 %) pour 406 571 habitants en 2011, la densité de population de Longueuil est de 1 442 hab./km². Par contre, les zones développées couvrent une surface de 141 km² (45,8 %). Ainsi, la densité de la population par rapport aux zones développées est de 2 877 hab./ km².

La couverture du sol[1] de Longueuil est composée majoritairement de 141 km² de zones développées (45,8 %), de 100 km² de terres agricoles cultivées (32,5 %) et de 26 km² d'eau (8,5 %). Finalement, les terres humides s'étendent sur 2 km², ce qui représente 0,5 % de la région.

0 3
kilomètres
Échelle : 1:104 100

Couverture du sol

	Superficie km²	Superficie %
Données non disponibles	0	0,0
Eau	26	8,5
Glace, roche, terrain découvert	3	0,9
Bryophytes et lichens	0	0,0
Arbustes	0	0,0
Terres humides	2	0,5
Plantes herbacées et toundra	7	2,1
Terres agricoles cultivées	100	32,5
Forêt de conifères	0	0,0
Forêt de feuillus	25	8,2
Forêt mixte	4	1,2
Zones développées	141	45,8

Sources : GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V); ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

1. Compte tenu de l'arrondissement des données, il peut arriver que la somme des parties n'égale pas le total. Des informations supplémentaires sur les différentes catégories de couverture du sol sont également disponibles dans la section concepts et définitions.

2. Démographie

par la Direction des statistiques sociodémographiques

La croissance démographique de la CRÉ – Longueuil s'est accélérée entre 1996 et 2011. Elle demeure inférieure à celle enregistrée dans l'ensemble de la Montérégie, mais elle a récemment rattrapé la moyenne québécoise. Si la croissance de Longueuil est plus rapide depuis quelques années, c'est notamment parce que les naissances y ont augmenté et que son bilan migratoire interrégional s'est amélioré. Longueuil accueille également un nombre non négligeable d'immigrants.

Évolution de la population

Selon les estimations provisoires, la CRÉ – Longueuil comptait 406 600 habitants au 1er juillet 2011, soit 27,9 % de la population de la Montérégie et 5,1 % de celle de l'ensemble du Québec.

La croissance démographique de la CRÉ – Longueuil s'est accélérée progressivement depuis la fin des années 1990 : tandis que sa population a crû en moyenne à un taux annuel de 1,4 pour mille entre 1996 et 2001, ce taux s'est élevé à 4,9 pour mille en 2001-2006 et a atteint 8,9 pour mille en 2006-2011, selon les données provisoires. Au cours de cette dernière période, Longueuil a rattrapé la moyenne québécoise, également à 8,9 pour mille, mais a continué de croître plus faiblement que l'ensemble de la Montérégie, dont le taux d'accroissement annuel moyen s'établit à 10,4 pour mille. À l'intérieur de la Montérégie, la CRÉ – Longueuil termine la période 2006-2011 avec une croissance similaire à celle de la CRÉ – Montérégie Est (8,2 pour mille), mais inférieure à celle de la CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (15,0 pour mille). Soulignons que des trois CRÉ, Longueuil est la seule où la croissance s'est encore accélérée entre 2006 et 2011. Dans les deux autres, on note plutôt un léger ralentissement par rapport aux années 2001-2006.

Tableau 2.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 1996-2011

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]		
	1996	2001r	2006r	2011p	1996-2001r	2001r-2006r	2006r-2011p
	n				pour 1 000		
CRÉ – Longueuil	**376 732**	**379 323**	**388 817**	**406 571**	**1,4**	**4,9**	**8,9**
Montérégie	**1 282 798**	**1 313 169**	**1 383 020**	**1 456 743**	**4,7**	**10,4**	**10,4**
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**7 979 663**	**4,1**	**6,3**	**8,9**

Note : Selon la géographie au 1er juillet 2011.

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les estimations de population : prudence dans l'interprétation des données provisoires

Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions administratives et des MRC et TE entre 2006 et 2011. Les estimations de population de Statistique Canada actuellement disponibles pour cette période ont comme point de départ les comptes du Recensement de 2006 (rajustés pour le sous-dénombrement net), auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Les estimations de population seront révisées en 2014 pour s'arrimer aux comptes du Recensement de 2011. Il est possible que certains résultats changent à la suite de ces révisions.

Structure par âge

En 2011, la population de la CRÉ – Longueuil est un peu plus âgée que celles de l'ensemble de la Montérégie et du Québec, mais les écarts dans les structures par âge sont mineurs. L'âge médian – qui sépare la population en deux groupes égaux – est

de 42,1 ans dans la CRÉ – Longueuil, comparativement à 41,5 en Montérégie et à 41,4 ans dans l'ensemble du Québec. La part des personnes âgées de 65 ans et plus y est un peu plus élevée (16,2 % contre 15,1 % et 15,7 % respectivement), alors que celle des jeunes de moins de 20 ans est un peu plus faible (21,3 % contre 23,2 % et 21,7 % respectivement). Le poids démographique de la population d'âge actif, soit les 20-64 ans (62,5 %), est légèrement supérieur à celui de la Montérégie (61,7 %) et similaire à celui du Québec (62,6 %).

Tableau 2.2

Population par grand groupe d'âge et âge médian, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2011[p]

	Groupe d'âge								Âge
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	médian
	n				%				
CRÉ – Longueuil	**406 571**	**86 625**	**253 930**	**66 016**	**100,0**	**21,3**	**62,5**	**16,2**	**42,1**
Montérégie	**1 456 743**	**337 883**	**898 899**	**219 961**	**100,0**	**23,2**	**61,7**	**15,1**	**41,5**
Ensemble du Québec	**7 979 663**	**1 729 982**	**4 996 131**	**1 253 550**	**100,0**	**21,7**	**62,6**	**15,7**	**41,4**

Note : Population au 1er juillet.

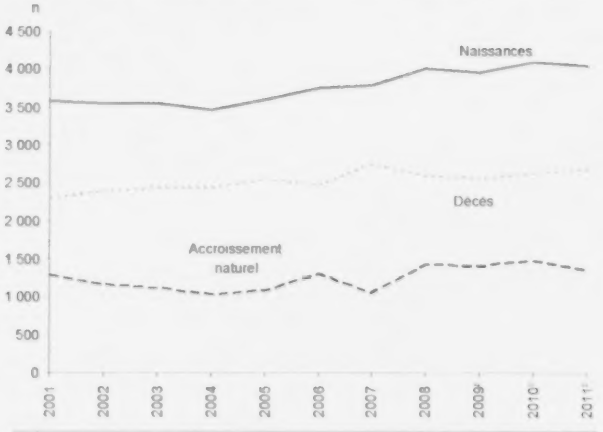
Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de mars 2012).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Naissances, décès et accroissement naturel

Selon des données provisoires, 4 038 bébés sont nés dans la CRÉ – Longueuil en 2011. Comme dans plusieurs autres régions du Québec, les naissances y ont augmenté de façon non négligeable dans la deuxième moitié des années 2000, avant de se stabiliser au cours des deux ou trois dernières années. Malgré ce récent essoufflement du mouvement à la hausse, les naissances y demeurent plus nombreuses en 2011 qu'elles ne l'ont été durant la majeure partie de la décennie 2000 : par rapport aux 3 574 naissances de 2011, l'augmentation est de 13 %. La croissance a été de 20 % dans l'ensemble du Québec au cours de la même période.

Figure 2.1

Naissances, décès et accroissement naturel, CRÉ – Longueuil, 2001-2011



Note : Les données sur les naissances de 2009 sont finales.

Source : Institut de la statistique du Québec.

L'augmentation des naissances dans la CRÉ – Longueuil est attribuable à une croissance du nombre de femmes dans les groupes d'âge les plus féconds (25-34 ans), mais surtout au fait que les femmes ont en moyenne un peu plus d'enfants depuis quelques années. De fait, l'indice synthétique de fécondité, qui mesure l'intensité de la fécondité d'une année donnée, est passé de 1,41 enfant par femme en 2001 à 1,54 en 2011 (donnée provisoire), après avoir culminé à 1,62 en 2008. Malgré cette augmentation, la CRÉ continue d'afficher une fécondité inférieure à la moyenne québécoise, qui s'établit à 1,69 enfant par femme en 2011. Elle maintient également une fécondité moindre que celle enregistrée dans l'ensemble de la Montérégie (1,81 enfant par femme).

En ce qui concerne les décès, leur nombre tend à augmenter en raison du contexte de vieillissement de la population commun à toutes les régions du Québec. En 2011, 2 683 décès ont ainsi été enregistrés dans la CRÉ – Longueuil, comparativement à 2 295 en 2001. En soustrayant les décès des naissances, on obtient un solde correspondant à l'accroissement naturel de la population. Celui-ci représente 1 355 personnes en 2011, soit un peu moins qu'au cours des années 2008 à 2010, durant lesquelles il était légèrement supérieur à 1 400. Il demeure cependant un peu plus élevé que durant toute la première moitié des années 2000. En 2001, il était de 1 279 personnes.

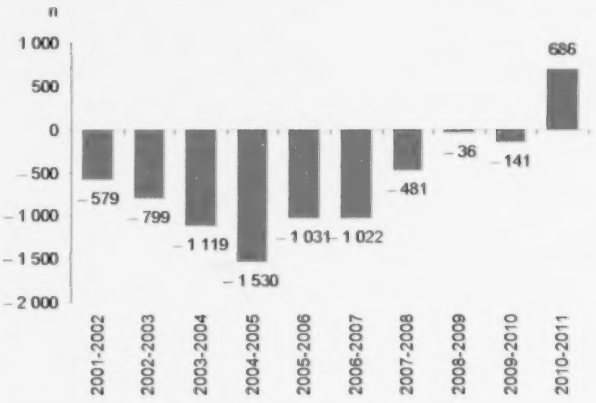
Migration interrégionale

La CRÉ – Longueuil bénéficie en 2010-2011 d'un premier solde migratoire interne positif en dix ans, avec des gains de 686 personnes. Au cours des années précédentes, les pertes les plus fortes ont été enregistrées en 2004-2005, alors que le solde de la CRÉ atteignait un creux de – 1 530. Depuis ce temps, la situation s'est graduellement améliorée, tout d'abord en raison d'une baisse du nombre de sortants, mais depuis deux ans, la hausse du nombre d'entrants, tout particulièrement en provenance de Montréal, est le principal facteur d'amélioration.

Le profil migratoire par groupe d'âge montre qu'en 2010-2011, la CRÉ – Longueuil a réalisé ses gains les plus forts chez les 30-49 ans et globalement chez les 0-19 ans. La CRÉ enregistre des pertes chez les 50-64 ans, soit les jeunes retraités qui sont davantage attirés par les zones de villégiature. Elle est aussi déficitaire chez les 20-29 ans. Néanmoins, la consolidation des gains de la CRÉ dans les groupes d'âge qu'elle attire et la réduction des pertes subies chez les 20-29 ans et les 50-69 ans expliquent le solde positif de 2010-2011.

Figure 2.2

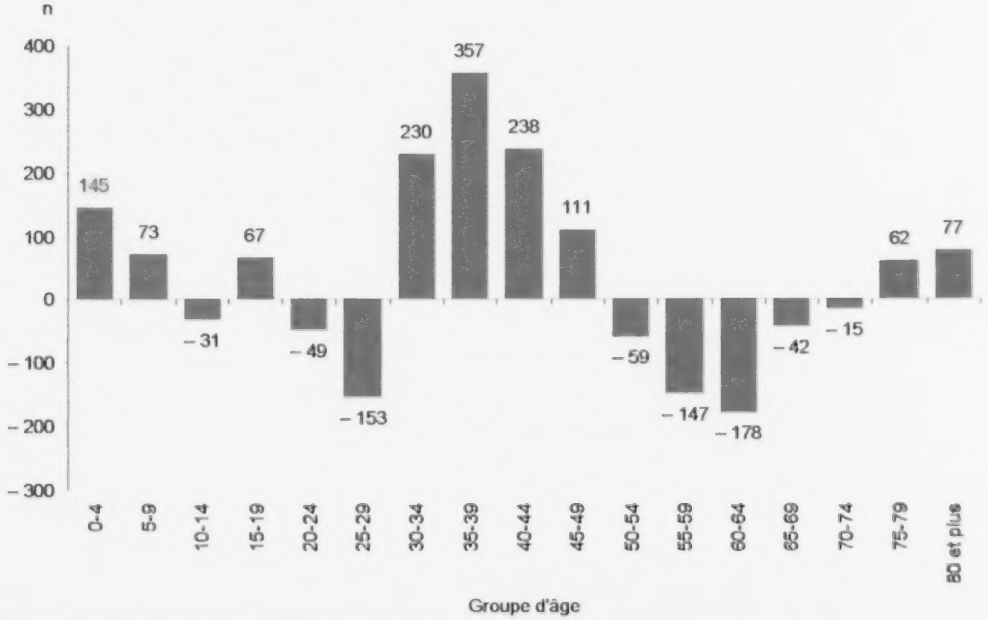
Solde migratoire interne, CRÉ – Longueuil, 2001-2002 à 2010-2011



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Figure 2.3

Solde migratoire interne selon le groupe d'âge, CRÉ – Longueuil, 2010-2011



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

La CRÉ – Longueuil exerce une force d'attraction importante sur les résidents de Montréal, d'où provenaient 46 % des entrants en 2010-2011. Montréal est également la destination d'une part importante des individus qui quittent la CRÉ, mais les sortants sont beaucoup moins nombreux que les entrants. En 2010-2011, le déséquilibre des échanges a engendré des gains considérables, de 3 362 individus, en faveur de la CRÉ – Longueuil. Par contre, les échanges avec les deux autres CRÉ de la Montérégie lui ont été grandement défavorables. Les départs vers ces deux territoires ont été plus nombreux que ceux vers Montréal, tandis que les arrivées ont été moindres. Le déficit avec le reste de la région est de – 1 979 personnes en 2010-2011. La CRÉ enregistre également de petits déficits dans ses échanges avec Lanaudière (– 174) et les Laurentides (– 124); les échanges migratoires avec les autres régions du Québec ont généralement entraîné de légères pertes pour la CRÉ – Longueuil.

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional avec chacune des régions administratives, CRÉ – Longueuil, 2010-2011

	Solde	Entrants			Sortants		
		Rang	n	%	Rang	n	%
Bas-Saint-Laurent	– 4	13	122	0,6	13	126	0,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	12	12	138	0,7	14	126	0,7
Capitale-Nationale	– 97	7	366	1,9	7	463	2,5
Mauricie	– 30	9	176	0,9	10	206	1,1
Estrie	– 86	6	420	2,2	6	506	2,7
Montréal	3 362	1	8 903	45,6	2	5 541	29,4
Outaouais	– 81	11	158	0,8	9	239	1,3
Abitibi-Témiscamingue	– 22	15	63	0,3	15	85	0,5
Côte-Nord	– 12	16	47	0,2	16	59	0,3
Nord-du-Québec	– 5	17	27	0,1	17	32	0,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 56	14	71	0,4	12	127	0,7
Chaudière-Appalaches	– 18	10	161	0,8	11	179	0,9
Laval	58	5	599	3,1	5	541	2,9
Lanaudière	– 174	3	681	3,5	3	855	4,5
Laurentides	– 124	4	652	3,3	4	776	4,1
Montérégie[1]	– 1 979	2	6 680	34,2	1	8 659	46,0
Centre-du-Québec	– 58	8	263	1,3	8	321	1,7
Total	**686**	**...**	**19 527**	**100,0**	**...**	**18 841**	**100,0**

1. Gains ou pertes nets résultant des échanges migratoires avec les deux autres CRÉ de la Montérégie.

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Immigration internationale

L'immigration internationale est une composante non négligeable du bilan démographique de la CRÉ – Longueuil. En janvier 2011, 6,2 % des immigrants récents, admis au Québec entre 2005 et 2009, y étaient établis, ce qui représente 12 300 nouveaux résidents[1]. Longueuil accueille la majorité des immigrants récents qui habitent en Montérégie. En 2011, 19 800 immigrants admis entre 2005 et 2009 résidaient dans la région, 62 % d'entre eux se trouvant sur le territoire de la CRÉ – Longueuil.

1 Les statistiques sur la présence des immigrants au Québec selon l'année d'admission et la région de résidence sont compilées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec. Les plus récentes statistiques détaillées pour la CRÉ – Longueuil peuvent être consultées dans : ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Présence en 2011 des immigrants admis au Québec de 2000 à 2009*. [En ligne :] http://www.micc.gouv.qc.ca/fr/recherches-statistiques/stats-etablis-immigrants.html. Les données à l'échelle des régions administratives sont aussi présentées dans : Institut de la statistique du Québec, *Panorama des régions du Québec. Édition 2012*. [En ligne :] http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/panorama_2012.pdf.

3. Marché du travail

3.1 Nombre et taux de travailleurs de la CRÉ – Longueuil

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Après s'être détériorée en 2009, la situation du marché du travail s'améliore légèrement dans la CRÉ – Longueuil en 2010. Le nombre de travailleurs de 25 à 64 ans y progresse de 1,5 % en regard de 2009, soit à un rythme inférieur à celui que l'on observe dans l'ensemble du Québec (+ 1,9 %) et dans la région administrative de la Montérégie (+ 1,9 %). Cette progression se manifeste davantage chez les femmes (+ 2,7 %) que chez les hommes (+ 0,4 %).

Tableau 3.1.1

Nombre et taux des travailleurs de 25 à 64 ans, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2009-2010

	Nombre			Taux		
	2009r	2010p	Var. 10/09 (%)	2009r	2010p	Écart 10/09 (point de %)
CRÉ – Longueuil	**167 438**	**169 991**	**1,5**	**74,6**	**75,4**	**0,8**
Hommes	84 768	85 068	0,4	76,9	76,8	– 0,1
Femmes	82 670	84 923	2,7	72,4	74,1	1,7
Montérégie	**611 003**	**622 578**	**1,9**	**76,8**	**77,8**	**1,0**
Hommes	314 756	318 020	1,0	79,2	79,5	0,3
Femmes	296 247	304 558	2,8	74,5	76,2	1,7
Ensemble du Québec	**3 212 872**	**3 272 575**	**1,9**	**72,6**	**73,5**	**0,9**
Hommes	1 668 502	1 686 041	1,1	75,0	75,1	0,1
Femmes	1 544 370	1 586 534	2,7	70,3	71,8	1,5

Note : Selon la géographie et la dénomination au 31 décembre 2010.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Revenu Québec.

Par ailleurs, le taux de travailleurs de la CRÉ – Longueuil (75,4 %) continue à être inférieur à la moyenne régionale (77,8 %), mais supérieur à celui de l'ensemble du Québec (73,5 %). En outre, suivant la tendance provinciale, le taux enregistré du côté des femmes de la CRÉ grimpe par rapport à 2009 de 1,7 point de pourcentage et atteint 74,1 %, tandis que celui des hommes bouge peu et s'élève à 76,8 %.

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2009, le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants (PIB) s'élève à 14,3 G$ dans le territoire de la CRÉ – Longueuil, ce qui constitue 5 % du PIB du Québec et près du tiers de celui de la Montérégie. Le PIB de la Montérégie compte lui-même pour 15,2 % du PIB du Québec, ce qui classe cette région au deuxième rang, après Montréal, parmi les régions administratives du Québec.

La croissance économique de la CRÉ – Longueuil en 2009 montre un taux de 0,9 %, soit un rythme de croissance beaucoup plus lent que celui du taux de croissance annuel moyen (TCAM) des quatre dernières années (+ 5,0 %), mais plus rapide que celui de la croissance enregistrée au Québec en cette année 2009 qui se chiffre à 0,6 %. Le TCAM de Longueuil surpasse aussi celui du Québec (+ 3,2 %). Au chapitre de la croissance économique en 2009, la CRÉ – Longueuil occupe le deuxième rang parmi les trois territoires de la CRÉ de la Montérégie.

Produit intérieur brut par industrie

Les industries des services ont une forte prépondérance dans l'économie de la CRÉ – Longueuil avec un PIB qui atteint 10,1 G$ en 2009, soit 70,6 % de son activité économique, part de peu inférieure à celle qu'on estime à l'échelle du Québec (71,6 %). Cette diversification dans les industries des services amène une stabilité de la croissance dans la région. En effet, en cette année 2009, la production de ces industries s'élève de 2,1 %, tandis que celle des industries productrices de biens décroît de 1,6 %. Au cours des quatre dernières années, les TCAM de ces deux secteurs se situent à 4,8 % et 5,4 % respectivement.

Dans les industries des services, 11 parmi les 13 industries sont en expansion en 2009. Du côté des bases économiques de la région dans le secteur des services, le commerce de gros monte de 1,1 % et celui de détail, de 1,6 %. L'industrie des autres services affiche à nouveau un fort taux de croissance, soit de 4,5 %. Son TCAM atteint 7,8 % entre 2005 et 2009. L'industrie des arts, des spectacles, et des loisirs voit sa production croître de 4,4 %. Le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers augmente de 3,9 %, les soins de santé et l'assistance sociale, de 3,6 %, et les administrations publiques, de 3,3 %. L'industrie des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (– 4,5 %) accuse une décrue en 2009, de même que les services professionnels, scientifiques et techniques (– 2,5 %) après plusieurs années de souvent forte croissance.

Avec un PIB de 4,2 G$, les industries productrices de biens occupent près de 30 % de l'économie de la CRÉ – Longueuil. En 2009, l'industrie de l'impression et des activités connexes de soutien, base économique importante de la CRÉ – Longueuil, diminue de 1,1 %. La fabrication d'aliments (+ 8,7 %) poursuit sur sa lancée, tandis que celle de produits chimiques (+ 0,7 %) recommence à augmenter à la suite de deux années de baisse. La fabrication de produits métalliques (– 11,8 %) chute, celle de machines baisse de 5,8 % et celle de produits minéraux non métalliques recule de 1,9 %. L'industrie de la fabrication accuse un recul de 5,1 % en 2009, mais son TCAM demeure en hausse, à 2,3 %. Au Québec, l'année 2009 montre une décroissance de 8,7 % dans cette industrie et un taux de décroissance annuel moyen de 3,0 %.

Depuis 2007, la part des industries productrices de biens diminue dans la CRÉ – Longueuil. Ainsi, cette part, évaluée à 30,2 % de l'économie en 2007, passe à 29,4 % en 2009. Au Québec, cette part s'amenuise depuis 2005. Elle se situe à 31,9 % en 2004, à 30,3 % en 2007 et à 28,4 % en 2009.

Tableau 4.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie, CRÉ – Longueuil, 2008-2009

	2008[r]	2009[p]	Part de l'industrie en 2009	Variation annuelle moyenne 2009/2005	Variation 2009/2008
	k$			%	
Ensemble des industries	**14 180 051**	**14 314 656**	**100,0**	**5,0**	**0,9**
Secteur de production de biens	**4 274 514**	**4 205 014**	**29,4**	**5,4**	**– 1,6**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	33 540	33 803	0,2	0,9	0,8
Cultures agricoles et élevage	19 302	21 520	0,2	15,6	11,5
Foresterie et exploitation forestière	6 015	4 810	0,0	– 26,9	– 20,0
Pêche, chasse et piégeage	x	x	...	...	...
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	x	x	...	...	...
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	x	x	...	...	...
Services publics	x	x	...	...	...
Construction	938 701	1 011 157	7,1	13,5	7,7
Fabrication	2 857 593	2 710 579	18,9	2,3	– 5,1
Fabrication d'aliments	330 127	358 694	2,5	8,2	8,7
Fabrication de boissons et de produits du tabac	x	x	...	...	...
Usines de textiles et de produits textiles	x	x	...	...	...
Fabrication de vêtements	x	x	...	...	...
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	x	x	...	...	...
Fabrication de produits en bois	33 295	29 900	0,2	– 14,2	– 10,2
Fabrication du papier	53 327	x	...	...	...
Impression et activités connexes de soutien	153 525	151 889	1,1	– 4,0	– 1,1
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	x	x	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	232 259	233 968	1,6	0,1	0,7
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	123 428	103 643	0,7	– 5,8	– 16,0
Fabrication de produits minéraux non métalliques	75 881	74 403	0,5	– 3,5	– 1,9
Première transformation des métaux	x	x	...	...	...
Fabrication de produits métalliques	181 873	160 459	1,1	0,6	– 11,8
Fabrication de machines	158 032	148 815	1,0	– 2,8	– 5,8
Fabrication de produits informatiques et électroniques	x	x	...	...	...
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	67 173	63 846	0,4	17,4	– 5,0
Fabrication de matériel de transport	x	x	...	...	...
Fabrication de meubles et de produits connexes	58 783	52 848	0,4	– 1,5	– 10,1
Activités diverses de fabrication	61 256	x	...	...	...
Secteur des services	**9 905 537**	**10 109 642**	**70,6**	**4,8**	**2,1**
Commerce de gros	1 037 497	1 048 544	7,3	4,0	1,1
Commerce de détail	1 085 555	1 103 007	7,7	3,9	1,6
Transport et entreposage	537 802	538 506	3,8	1,6	0,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	394 012	399 878	2,8	9,7	1,5
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	2 455 851	2 552 393	17,8	4,7	3,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	645 082	629 029	4,4	4,5	– 2,5
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	428 558	409 443	2,9	6,0	– 4,5
Services d'enseignement	675 748	693 435	4,8	4,3	2,6
Soins de santé et assistance sociale	1 115 446	1 155 207	8,1	6,9	3,6
Arts,spectacles et loisirs	145 338	151 693	1,1	2,6	4,4
Hébergement et services de restauration	249 314	250 192	1,7	2,9	0,4
Autres services, sauf les administrations publiques	441 494	461 503	3,2	7,8	4,5
Administrations publiques	693 840	716 810	5,0	4,8	3,3

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; Revenu Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la CRÉ – Longueuil figure au premier rang parmi les territoires de la CRÉ de la Montérégie en 2010. En effet, le PIB par habitant atteint 37 001 $, en hausse de 2,9 % par rapport à 2009, dû à une croissance de son PIB plus faible que celle du Québec. Au Québec, le PIB par habitant s'élève à 37 795 $ en 2010, après une augmentation de 3,4 %.

4.2 Revenu personnel

par Stéphane Ladouceur, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Après avoir subi une baisse de 0,6 % en 2009, le revenu personnel par habitant de la CRÉ – Longueuil croît en 2010 de 2,6 %, et il s'établit à 38 497 $. Cette progression résulte principalement des revenus d'emploi, qui augmentent de 2,9 % après une baisse de 0,7 % en 2009. En ce qui a trait au revenu personnel disponible par habitant, soit le revenu des particuliers amputé des impôts directs et des cotisations au régime d'assurance sociale, il augmente de 2,9 % et se fixe à 29 196 $. À ce chapitre, Longueuil se classe au premier rang parmi les trois CRÉ de la Montérégie.

Tableau 4.2.1

Revenu personnel et ses composantes par habitant, CRÉ – Longueuil et ensemble du Québec, 2009-2010

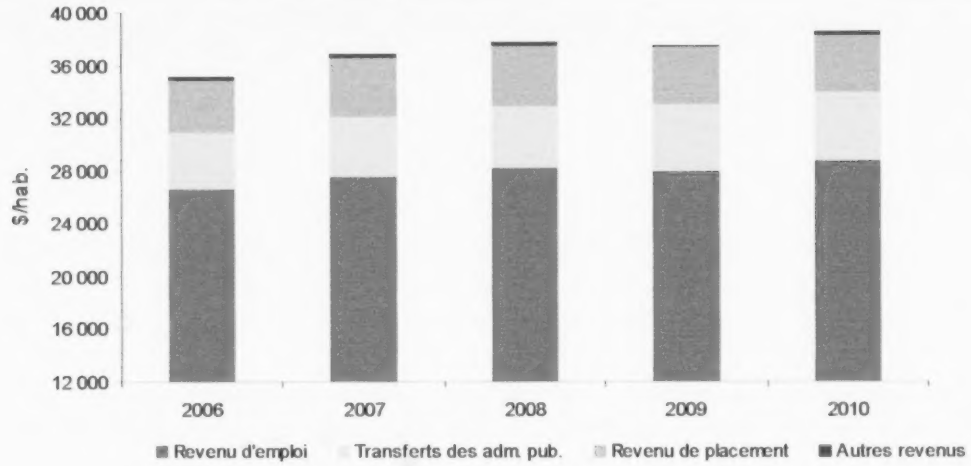
	CRÉ – Longueuil			Ensemble du Québec		
	2009r	2010p	Variation 10/09	2009r	2010p	Variation 10/09
	$/hab.		%	$/hab.		%
Revenu d'emploi	27 970	28 782	2,9	23 970	24 743	3,2
Revenu de placement	4 263	4 255	-0,2	3 641	3 653	0,3
Transferts des administrations publiques	5 104	5 261	3,1	5 732	5 878	2,6
Autres sources de revenu	173	199	14,9	142	163	15,0
Revenu personnel	**37 510**	**38 497**	**2,6**	**33 484**	**34 437**	**2,8**
Moins :						
Impôts, cotisations et autres transferts	9 134	9 301	1,8	7 637	7 795	2,1
Égale :						
Revenu personnel disponible	**28 377**	**29 196**	**2,9**	**25 847**	**26 642**	**3,1**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux.

Les résidents de la CRÉ – Longueuil (5 261 $ $) reçoivent, en moyenne, moins en transferts des divers paliers de gouvernement que ceux de l'ensemble du Québec (5 878 $). En raison d'un taux de travailleurs plus élevé que dans le reste de la province, les Longueuillois ont moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. Par ailleurs, les transferts que versent les administrations publiques aux particuliers croissent de 3,1 % par rapport à 2009, sous l'effet de la hausse combinée des prestations de la Régie des rentes du Québec, de la Sécurité de la vieillesse ainsi que des transferts divers.

Figure 4.2.1

Revenu personnel par habitant, CRÉ – Longueuil, 2006-2010



Source : Institut de la statistique du Québec.

5. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2009, la proportion des familles en situation de faible revenu est moins élevée dans la CRÉ – Longueuil (8,9 %) que dans l'ensemble du Québec (9,8 %), et cette proportion est plus élevée que dans l'ensemble de la Montérégie (8,0 %). De 2005 à 2009, le taux de faible revenu après impôt des familles augmente dans la CRÉ (+ 0,3 point), tandis qu'il augmente de 0,2 point dans l'ensemble du Québec et augmente de 0,9 point dans la Montérégie. Par rapport à 2008 seulement, le taux est en augmentation de 0,1 point, comparativement à une augmentation de 0,1 point dans l'ensemble du Québec et une augmentation de 0,3 point dans la Montérégie.

À l'instar des autres CRÉ, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente CRÉ. En 2009, ce taux est 3,8 fois plus élevé concernant les familles monoparentales (24,2 %) qu'en ce qui concerne les couples (6,3 %). Entre 2005 et 2009, le taux diminue de 1,9 point concernant les familles monoparentales, comparativement à une augmentation de 1 point pour les couples.

Toujours en 2009, on dénombre dans la conférence régionale 9 860 familles à faible revenu, dont 3 910 sont monoparentales. Aussi, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 10 950 en 2005 à 11 150 en 2009, soit une augmentation de 1,8 %. Cette augmentation est moins élevée que la diminution du nombre total d'enfants de la conférence régionale (– 3,3 %).

Tableau 5.1

Taux de faible revenu selon le type de familles, CRÉ – Longueuil, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Écart 2009/2005
			%			point de pourcentage
Taux de faible revenu des familles	**8,6**	**8,3**	**8,9**	**8,8**	**8,9**	**0,3**
Famille comptant un couple	**5,3**	**5,7**	**6,1**	**6,1**	**6,3**	**1,0**
Sans enfants	5,0	5,1	5,4	5,4	5,4	0,4
Avec 1 enfant	5,3	6,3	6,8	6,6	7,1	1,8
Avec 2 enfants	4,6	5,0	5,6	5,7	5,9	1,4
Avec 3 enfants et plus	9,2	9,1	9,7	10,3	10,4	1,3
Famille monoparentale	**26,1**	**23,4**	**24,7**	**24,4**	**24,2**	**– 1,9**
Avec 1 enfant	23,4	21,5	22,3	22,3	21,3	– 2,0
Avec 2 enfants	26,7	23,3	25,4	24,4	25,6	– 1,1
Avec 3 enfants et plus	44,1	38,5	42,0	41,5	42,9	– 1,3

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Revenu médian des familles

De 2008 à 2009, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, est stationnaire dans la CRÉ – Longueuil. Cette stabilité fait contraste avec l'augmentation observée dans l'ensemble du Québec (+ 0,3 %) et par ailleurs cette stabilité fait contraste avec la diminution observée dans l'ensemble de la Montérégie (– 0,4 %). Aussi, la CRÉ est en avance par rapport à l'ensemble du Québec puisque, selon les données de 2009, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles s'établit à 71 860 $, comparativement à 64 420 $ au Québec. Notons qu'elle est en avance par rapport à la Montérégie (69 690 $).

Tableau 5.2

Revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, CRÉ – Longueuil et ensemble du Québec, 2008-2009

	2008	2009	Variation 2009/2008
	$ constants de 2009		%
CRÉ – Longueuil	**71 894**	**71 860**	**0,0**
Montérégie	**69 952**	**69 690**	**– 0,4**
Ensemble du Québec	**64 226**	**64 420**	**0,3**

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 2009, les familles monoparentales ont un revenu médian après impôt (38 800 $) moins élevé que celui des familles comptant un couple (66 710 $). Enfin, de 2008 à 2009, le revenu médian des familles monoparentales s'est amélioré de 1,1 %. Quant aux familles comptant un couple, leur revenu s'est amélioré de 0,8 %.

Tableau 5.3

Revenu médian après impôt selon le type de famille, CRÉ – Longueuil, 2008-2009

	2008	2009	Variation 2009/2008
	$ constants de 2009		%
Famille comptant un couple	**66 168**	**66 710**	**0,8**
Sans enfants	55 573	56 410	1,5
Avec 1 enfant	72 447	73 020	0,8
Avec 2 enfants	84 763	85 460	0,8
Avec 3 enfants et plus	80 839	81 320	0,6
Famille monoparentale	**38 367**	**38 800**	**1,1**
Avec 1 enfant	37 039	37 870	2,2
Avec 2 enfants	41 345	41 570	0,5
Avec 3 enfants et plus	36 837	37 240	1,1

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

6. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

6.1 Investissements

Selon les intentions pour 2012, les investissements dans la CRÉ – Longueuil devraient atteindre 3,7 G$, en hausse de 3,4 % par rapport à 2011, suivant une augmentation de 9,0 % entre 2010 et 2011. La CRÉ représenterait ainsi 31,2 % du total de la Montérégie (11,8 G$). À ce chapitre, la croissance de la CRÉ est moins rapide que celle de l'ensemble des CRÉ (+ 4,4 %), mais plus rapide en 2011 (moyenne régionale : + 3,5 %). La CRÉ – Longueuil arrive au troisième rang parmi les trois CRÉ de cette région en termes de croissance annuelle.

Tableau 6.1.1

Dépenses en immobilisation, CRÉ – Longueuil, par industrie[1] et par secteur, 2008-2012[2]

	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011	Part relative dans la CRÉ (2012)	Part relative dans la Montérégie (2012)
			k$				%	
Production de biens	395 599	285 717	298 556	354 689	439 266	23,8	12,0	23,2
Production de services	1 832 873	1 638 029	1 547 385	1 711 386	1 745 166	2,0	47,6	38,2
Logement	1 223 090	1 186 954	1 407 847	1 480 413	1 482 983	0,2	40,4	27,9
Total	**3 451 561**	**3 110 700**	**3 253 788**	**3 546 488**	**3 667 415**	**3,4**	**100,0**	**31,2**
Secteur privé non résidentiel	1 444 354	892 205	877 629	895 257	995 919	11,2	27,2	29,2
Secteur public	784 118	1 031 541	968 312	1 170 818	1 188 513	1,5	32,4	39,0

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*.
2. 2008-2010 : dépenses réelles; 2011 : dépenses réelles provisoires; 2012 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation; Institut de la statistique du Québec.

Les industries productrices de biens, qui comptent pour 12,0 % de l'investissement de la CRÉ en 2012, sont en croissance de 23,8 % par rapport à 2011, pour atteindre 439,3 M$. Il s'agit du plus haut niveau atteint depuis 2007. L'investissement dans la CRÉ représente 23,2 % de l'investissement total de ces industries de la Montérégie. En 2012, l'investissement de ces industries se concentre dans le secteur de la fabrication (229,5 M$) et dans celui des services publics (148,9 M$).

L'investissement dans les industries productrices de services, responsables de près de la moitié de l'investissement de la CRÉ (47,6 %), est en hausse de 2,0 % par rapport à 2011 et se chiffre à 1,7 G$. Il s'agit du plus haut niveau atteint depuis 2008. La variation annuelle de l'investissement de la CRÉ dans ces industries, qui constitue 38,2 % de l'investissement de la Montérégie (4,6 G$), est supérieure à la moyenne régionale (+ 0,5 %). Les administrations publiques dominent, avec des investissements prévus de 826,4 M$ en 2012, soit 47,4 % du total des industries productrices de services.

L'investissement résidentiel, qui monopolise 40,4 % de l'investissement de la CRÉ en 2012, est en croissance de 0,2 %, pour s'établir à 1,5 G$. Il s'agit d'une variation annuelle inférieure à la moyenne régionale (+ 3,9 %). La CRÉ représente 27,9 % du total de la Montérégie.

Le secteur privé non résidentiel, qui représente 27,2 % de l'investissement total, est en croissance de 11,2 % par rapport à 2011, pour s'élever à 995,9 M$. Cela correspond à une hausse annuelle supérieure à la moyenne régionale (+ 9,7 %). La CRÉ – Longueuil représente 29,2 % du secteur privé non résidentiel de la Montérégie. Les investissements publics affichent une croissance de 1,5 % par rapport à 2011, pour s'établir à 1,2 G$. Il s'agit d'une variation annuelle supérieure à la moyenne régionale (– 0,1 %). Cette CRÉ accapare 39,0 % des investissements publics de la Montérégie.

6.2 Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités de la CRÉ – Longueuil atteint 856,8 M$ en 2011, en hausse de 1,4 % par rapport à 2010. La croissance s'observe dans le secteur résidentiel (+ 6,2 %), alors que le secteur non résidentiel affiche une diminution (– 11,2 %).

Tableau 6.2.1

Valeur des permis de bâtir selon le type de construction et nombre de nouvelles unités de logement indépendantes autorisées, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2007-2011

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2011/2010	Moyenne 2007-2011
CRÉ – Longueuil	**k$**	**802 436**	**831 219**	**787 823**	**845 115**	**856 803**	**1,4**	**824 679**
Non résidentiel	k$	408 301	284 316	272 252	233 675	207 586	– 11,2	281 226
Commercial	k$	210 004	199 443	137 870	147 876	134 342	– 9,2	165 907
Industriel	k$	43 166	36 407	24 602	32 468	33 093	1,9	33 947
Institutionnel	k$	155 131	48 466	109 780	53 331	40 151	– 24,7	81 372
Résidentiel	k$	394 135	546 903	515 571	611 440	649 217	6,2	543 453
Nouvelles unités autorisées	n	..	..	..	2 771	2 862	3,3	...
Montérégie	**k$**	**2 846 744**	**2 924 483**	**2 683 269**	**3 052 934**	**2 892 826**	**– 5,2**	**2 880 051**
Non résidentiel	k$	907 409	867 576	846 227	862 644	726 433	– 15,8	842 058
Commercial	k$	487 597	464 295	450 115	436 891	410 717	– 6,0	449 923
Industriel	k$	191 575	231 809	157 828	219 668	149 315	– 32,0	190 039
Institutionnel	k$	228 237	171 472	238 284	206 085	166 401	– 19,3	202 096
Résidentiel	k$	1 939 335	2 056 907	1 837 042	2 190 290	2 166 393	– 1,1	2 037 993
Nouvelles unités autorisées	n	..	..	..	10 909	10 630	– 2,6	...
Ensemble du Québec		**12 973 354**	**13 806 682**	**12 929 699**	**14 842 345**	**15 489 597**	**4,4**	**14 008 335**
Non résidentiel	k$	4 557 254	4 895 053	4 523 131	4 996 094	5 314 909	6,4	4 857 288
Commercial	k$	2 446 290	2 625 641	2 489 522	2 758 545	3 275 802	18,8	2 719 160
Industriel	k$	886 606	1 102 337	827 458	890 420	966 666	8,6	934 697
Institutionnel	k$	1 224 358	1 167 075	1 206 151	1 347 129	1 072 441	– 20,4	1 203 431
Résidentiel	k$	8 416 100	8 911 629	8 406 568	9 846 251	10 174 688	3,3	9 151 047
Nouvelles unités autorisées	n	..	..	..	53 579	53 890	0,6	...

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les permis de bâtir résidentiels ont autorisé la construction de 2 862 nouvelles unités indépendantes, comparativement à 2 771 en 2010, soit une croissance de 3,3 %. La valeur des permis délivrés dans ce secteur atteint 649,2 M$. Il s'agit d'une deuxième augmentation annuelle consécutive, portant la valeur en 2011 à une valeur supérieure à la moyenne quinquennale (543,5 M$).

La valeur des permis de bâtir non résidentiels octroyés en 2011 est inférieure à la moyenne quinquennale pour toutes les composantes. Les permis de bâtir commerciaux se chiffrent à 134,3 M$, en décroissance de 9,2 % par rapport à 2010 (moyenne quinquennale : 165,9 M$). Les permis de bâtir industriels accordés représentent 33,1 M$, une croissance de 1,9 % portant la valeur de 2011 près de la moyenne quinquennale (33,9 M$). Finalement, les permis de bâtir institutionnels se chiffrent à 40,2 M$, soit une valeur bien inférieure à la moyenne des cinq dernières années (81,4 M$).

7. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires, délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005[1].

Personnel de la santé

En 2009, dans la CRÉ – Longueuil, le nombre de médecins augmente de 0,5 %, ce qui fait perdurer la croissance amorcée l'année précédente. Au Québec, ce nombre s'accroît de 1,5 %, ce qui porte l'effectif à 16 663, et on obtient 213 médecins pour 100 000 habitants (+ 1 point). Depuis 2005, la décroissance du nombre de médecins dans la CRÉ – Longueuil (– 0,2 %) est due davantage aux omnipraticiens (– 4,6 %) qu'aux spécialistes (+ 4,2 %). Au Québec, les spécialistes (+ 8,6 %) plus que les omnipraticiens (+ 4,0 %) ont participé à l'augmentation du nombre de médecins (+ 6,3 %). Pour ce qui est du nombre de chirurgiens-dentistes, on assiste en 2009 à une baisse de 5,3 %, et ce, pour la première fois depuis 2006.

En 2009-2010, on enregistre dans la CRÉ – Longueuil pour troisième année consécutive une augmentation du personnel infirmier (+ 3,3 %). Cette croissance est davantage influencée par les infirmiers auxiliaires (+ 8,0 %), les infirmiers cliniciens et praticiens (+ 6,9 %) et les préposés aux bénéficiaires (+ 4,8 %) que par les infirmiers (– 2,2 %). La CRÉ – Longueuil connaît ainsi en 2009-2010 une hausse du personnel infirmier plus forte que celle du Québec (+ 1,7 %). De surcroît, depuis 2005-2006, la région affiche une variation du personnel infirmier (+ 10,4 %) largement supérieure à la moyenne québécoise (+ 6,0 %).

Tableau 7.1

Personnel de la santé selon la catégorie, CRÉ – Longueuil[1], 2005-2006 à 2009-2010

	Unité	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Médecins[2]	**n**	**1 096**	**1 082**	**1 081**	**1 089**	**1 094**
Omnipraticiens	n	544	530	527	529	519
Ensemble des spécialistes	n	552	552	554	560	575
Nombre pour 100 000 habitants[4,r]	n pour 100 000 hab.	274	274	276	275	275
Chirurgiens-dentistes[2]	**n**	**202**	**217**	**219**	**228**	**216**
Nombre pour 100 000 habitants[4,r]	n pour 100 000 hab.	55	56	58	54	54
Personnel infirmier[3]	**n**	**4 165**	**4 143**	**4 312**	**4 453**	**4 598**
Infirmiers	n	1 507	1 472	1 459	1 435	1 404
Infirmières clinicienne et praticienne	n	593	624	637	684	731
Infirmiers auxiliaires	n	412	428	475	547	591
Préposés aux bénéficiaires	n	1 653	1 619	1 741	1 787	1 872
Nombre pour 100 000 habitants[4,r]	n pour 100 000 hab.	832	833	847	862	..

1. Ne comprend pas le personnel infirmier provenant de l'Agence régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie.
2. En ce qui concerne les médecins et les chirurgiens-dentistes, les données sont présentées sur la base des années civiles (par exemple, pour 2009-2010, les données font référence à 2009).
3. En ce qui concerne le personnel infirmier, en équivalent temps complet, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).
4. Calculé pour l'ensemble du personnel de la santé par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

1. En matière de régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions qui sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés dans la CRÉ – Longueuil, en 2009-2010, il augmente pour une première fois en trois ans et atteint 94,5 %. De plus, l'augmentation de 2,0 points s'accompagne d'un recul de 2,0 % du nombre d'usagers. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation (83,9 %) décroît de 0,1 point, alors que le nombre d'usagers (707 082) diminue de 1,6 % en 2009-2010. Par ailleurs, la hausse de 7,0 % du nombre de lits dressés pour les soins généraux et spécialisés dans la CRÉ – Longueuil en 2009-2010 poursuit la croissance de l'année dernière. Au Québec, le nombre de lits dressés (15 843) poursuit, en 2009-2010, sa légère augmentation (+ 0,7 %), et ce, pour une troisième année consécutive.

Dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, la hausse de 0,8 point du taux d'occupation des lits dressés en 2009-2010 accorde à la CRÉ – Longueuil (98,6 %) un taux supérieur à celui du Québec (97,1 %). Cette augmentation s'accompagne d'une décroissance du nombre d'usagers de 4,7 %. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation régresse de 0,7 point en 2009-2010, alors que le nombre d'usagers (69 028) connaît une baisse de 1,4 %. Après une année où le nombre de lits dressés pour l'hébergement et les soins de longue durée a stagné, il diminue dans la CRÉ – Longueuil en 2009-2010 (– 2,8 %). Au Québec, après trois années de baisse, le nombre de lits dressés (40 195) stagne en 2009-2010.

Tableau 7.2

Lits dressés et places selon l'unité de service, CRÉ – Longueuil, 2005-2006 à 2009-2010

	Unité	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Soins généraux et spécialisés						
Nombre de lits dressés	n	623	601	588	604	646
Nombre pour 100 000 habitants[1]	n pour 100 000 hab.	161	155	150	153	162
Taux d'occupation	%	94,8	99,1	95,4	92,6	94,5
Nombre d'usagers	n	29 250	30 600	30 362	30 829	30 227
Hébergement et soins de longue durée						
Nombre de lits dressés	n	1 602	1 611	1 622	1 622	1 576
Nombre pour 100 000 habitants[1]	n pour 100 000 hab.	415	414	413	410	395
Taux d'occupation	%	98,3	97,7	97,1	97,8	98,6
Nombre d'usagers	n	2 807	2 873	2 734	2 580	2 458

Note : À l'exception des lits dressés, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).

1. Calculé par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2011.

8. Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Formation au collégial : diplômes décernés

Les établissements collégiaux de la CRÉ – Longueuil ont décerné 1 814 diplômes en formation préuniversitaire (58,9 %) et 1 263 diplômes en formation technique (41,0 %) en 2009, ce qui réduit l'écart entre ces deux types de formation après une année où celui-ci avait augmenté. On constate également que le nombre de diplômes du collégial décernés à des femmes dépasse celui des diplômes remis aux hommes (55,0 % et 44,8 % respectivement), et ce, tant en formation préuniversitaire que technique. Là aussi, l'écart qui avait augmenté en 2008 se voit réduit en 2009.

Après une année de baisse, le nombre de diplômes décernés au collégial dans la CRÉ – Longueuil affiche en 2009 une augmentation de 13,7 %, ce qui est supérieur à celle du Québec (+ 4,6 %). Ce changement est dû principalement à la hausse de 24,6 % des diplômes techniques. Les diplômes préuniversitaires ont quant à eux augmenté de 7,0 %, ce qui maintient la hausse débutée en 2006. Au préuniversitaire, les sciences humaines regroupent 57,7 % des diplômes décernés et les sciences, 28,4 %. En ce qui a trait à l'enseignement technique, ce sont les techniques administratives qui comptent le plus de diplômes décernés, soit 47,6 %, suivies par les techniques biologiques, 25,8 %.

Tableau 8.1

Nombre de diplômes décernés au collégial par famille de programme, CRÉ – Longueuil, 2006-2009

	2006[r]	2007	2008	2009
		n		
CRÉ – Longueuil	**2 618**	**2 759**	**2 710**	**3 082**
Préuniversitaire	**1 607**	**1 614**	**1 696**	**1 814**
Arts	31	27	25	13
Arts et lettres	223	220	208	213
Lettres	–	–	x	–
Multiples	34	27	x	25
Sciences	503	454	513	516
Sciences humaines	816	886	926	1 047
Technique	**1 011**	**1 145**	**1 014**	**1 263**
Techniques physiques	197	200	151	174
Techniques biologiques	239	274	241	326
Techniques administratives	378	493	493	601
Techniques artistiques	36	26	31	47
Techniques humaines	161	152	98	115
Hors programme	**–**	**–**	**–**	**5**

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Formation universitaire : diplômés au baccalauréat

En 2010, les 1 349 diplômés au baccalauréat de la CRÉ – Longueuil sont majoritairement des femmes (61,1 %), tout comme au Québec (62,5 %). Tandis que cette proportion augmente graduellement au provincial depuis 2007 (+ 1,1 point), elle diminue dans la CRÉ – Longueuil depuis 2008, en baisse notamment de 0,8 point par rapport à 2009.

Parmi les domaines d'études, c'est celui des sciences sociales et humaines qui procure le plus de diplômés (70,0 %), ce qui est inférieur à la proportion québécoise (70,3 %). En 2010, on observe que le nombre de diplômés au baccalauréat a augmenté dans la CRÉ – Longueuil (+ 2,7 %), ce qui se situe au-dessus de la croissance du Québec (+ 0,7 %). Depuis 2007, on s'aperçoit que la tendance est à la hausse (+ 12,1 %), essentiellement grâce au domaine des sciences sociales et humaines.

Tableau 9.2

Diplômés au baccalauréat par domaine d'études selon le sexe et selon la région de résidence au secondaire[1], CRÉ – Longueuil, 2007-2010

	2007	2008	2009	2010
		n		
CRÉ – Longueuil	**1 203**	**1 337**	**1 314**	**1 349**
Santé	**132**	**131**	**125**	**144**
Hommes	24	27	26	36
Femmes	108	104	99	108
Sciences naturelles et génie	**281**	**308**	**261**	**260**
Hommes	181	205	166	173
Femmes	100	103	95	87
Sciences sociales et humaines	**790**	**897**	**927**	**944**
Hommes	266	290	309	316
Femmes	524	607	618	628
Indéterminé	**–**	**1**	**1**	**1**
Hommes	–	1	1	1
Femmes	–	–	–	–

1. La région de résidence d'un étudiant est établie à partir de l'information observée au secondaire. Cette information est recueillie à l'aide d'un code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au niveau secondaire, comme ce code demeure inchangé tout au long de leurs études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur.

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

9. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

En 2010, en matière d'établissements culturels, ce sont les salles de spectacles (16) et les librairies (15) que l'on retrouve en plus grand nombre dans la CRÉ – Longueuil. À l'exception du nombre d'écrans de cinéma, la prévalence des établissements culturels par 100 000 habitants (salle de spectacles, institutions muséales, librairies, etc.), est moins élevée dans cette CRÉ que dans l'ensemble du Québec.

Tableau 9.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, CRÉ – Longueuil, 2009 et 2010

	Établissements		Ratio région/Québec	Établissements[1] par 100 000 habitants	
				CRÉ	Ensemble du Québec
	2009	2010	2010	2010	
	n		%	n	
Centres d'artistes	–	–	–	–	0,8
Salles de spectacles	12	16	2,9	4,0	7,0
Institutions muséales[2]	5	4	0,9	1,0	5,5
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	15	..	..	..	...
Bibliothèques publiques affiliées: points de services	..	..	..	..	...
Librairies	16	15	4,1	3,7	4,7
Cinémas et ciné-parcs	6	6	4,8	1,5	1,6
Écrans	71	71	9,1	17,7	9,9
Stations de radio privées et communautaires	2	2	1,2	0,5	2,1

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.
2. Il s'agit du nombre d'institutions muséales ayant fourni des statistiques de fréquentation à l'OCCQ en 2010.

Source: Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En 2010, la CRÉ – Longueuil, qui représente 5,1 % de la population du Québec, a diffusé 2,8 % des représentations des arts de la scène au Québec et ses institutions muséales ont accueilli 0,1 % de la fréquentation muséale du Québec. En 2009, le nombre de prêts effectués par les bibliothèques publiques s'est élevé à 5 658 par 1 000 habitants, ce qui est supérieur à ce qu'on a observé dans les deux autres CRÉ de la Montérégie.

Tableau 9.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, CRÉ – Longueuil, 2009 et 2010

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio CRÉ/Québec
		2010	2009	2010	2010
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n	464	x	1,2	2,8
Entrées	n	272 033	x	677,0	3,9
Assistance des cinémas					
Entrées	k	..	x	...	...
Fréquentation des institutions muséales					
Entrées	n	13 629	37,9	33,9	0,1
Fréquentation des bibliothèques publiques					
Nombre de prêts	n	..	5 658,0	..	...

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Concepts et définitions

Territoire

Couverture du sol

Les données de couverture du sol, GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V) sont le résultat de la vectorisation de données matricielles thématiques issues de la classification d'orthoimages Landsat 5 et Landsat 7 des zones forestières et agricoles du Canada et des territoires du Nord. La couverture forestière provient du projet d'Observation de la Terre pour le développement durable des forêts (OTDD), initiative du Service canadien des forêts (SCF). La couverture agricole provient du Service national d'information sur les terres et les eaux (SNITE) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et la couverture du sol des territoires du Nord a été réalisée par le Centre canadien de télédétection (CCT). La précision cartographique circulaire normalisée (PCCN) est de 30 mètres ou mieux. Cette précision est basée sur les orthoimages Landsat 7.

Données non disponible

Données non disponibles, étendues non classifiées en raison de la présence de nuages, d'ombre ou d'autres facteurs de qualité des images.

Eau

Lacs, réservoirs, fleuves, rivières, ruisseaux et étendues d'eau salée.

Glace, roche, terrain découvert

Principalement des étendues non végétalisées et non mises en valeur. Cette catégorie inclut les glaciers, la roche, les sédiments, les brûlis, la blocaille, les mines et les autres surfaces naturellement non végétalisées. D'autres étendues modifiées par l'activité humaine peuvent être représentées dans cette classe. Cette catégorie exclut les étendues agricoles en jachère.

Zones développées

Étendues principalement construites ou mises en valeur incluant la végétation associée à ces catégories de couverture. Elles peuvent inclure les surfaces occupées par les routes, les voies ferrées, les bâtiments et les étendues revêtues, les régions urbaines, les parcs, les sites industriels, les ouvrages miniers et les fermes.

Bryophytes et lichens

Composés de bryophytes (mousses, hépatiques et cératophylles) et de lichens (types foliacés et fruticuleux, mais pas de type crustacé). La couverture végétale de bryophytes et lichens doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale. Cette catégorie comprend également les prairies alpines, les étendues d'herbes et d'autres végétations herbacées indigènes, incluant des étendues d'arbustes.

Arbustes

Principalement les étendues occupées par une végétation ligneuse relativement basse (généralement ± 2 mètres). Elles peuvent inclure des étendues herbeuses ou des prairies humides portant une végétation ligneuse et les forêts en voie de régénération.

Terres humides

Étendues où la surface de saturation se situe au niveau, à proximité ou au-dessus de la surface du sol pendant un intervalle d'assez longue durée pour que s'y manifestent des processus aquatiques ou de milieux humides.

Plantes herbacées et toundra

Plantes vasculaires sans tige ligneuse (graminées, herbacées latifoliées ou graminoïdes, et plantes cultivées). La couverture végétale de plantes herbacées et toundra doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale.

Terres agricoles cultivées

Cette catégorie inclut les cultures annuelles et vivaces et exclut les prairies.

Forêt de conifères

Forêt principalement composée de conifères ou végétation arborescente à feuillage persistant. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt de feuillus

Forêts et étendues boisées principalement composées de feuillus. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt mixte

Forêts et étendues boisées composées de conifères et de feuillus.

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Génération

Ensemble des personnes nées au cours d'une période donnée, généralement une année civile.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Taux d'accroissement total

Variation de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population en début de période.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés pas les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Santé

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Éducation

Diplômés au baccalauréat

La région de résidence d'un étudiant est établie à partir de l'information observée au secondaire. Cette information est recueillie à l'aide d'un code permanent unique qui a été attribué à l'étudiant au secondaire. Comme ce code demeure inchangé tout au long de ses études, il devient possible d'établir une cohorte de diplômés universitaires. Cette méthode est essentielle puisque l'information sur la région de résidence d'un étudiant n'est pas disponible pour ce qui est de l'enseignement supérieur. En raison du manque d'information sur certains diplômés quant à leur région administrative d'origine au secondaire, le total pour l'ensemble du Québec ne correspond pas à la somme directe des totaux des régions administratives (MELS, 2009).

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'*Enquête sur la fréquentation des spectacles* de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

Tableau comparatif pour les régions administratives et les CRÉ de la Montérégie

	PIB par habitant		Revenu personnel disponible par habitant		Taux de chômage[1]	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Population au 1er juillet	
	2010p	Var. 10/09	2010p	Var. 10/09	2011	2009	Var. 12/11	2011p	TAAM[2] 2006-2011
	$	%	$	%	%	%	%	n	pour mille
Bas-Saint-Laurent	30 376	4,6	23 044	2,0	8,0	6,9	3,2	200 462	– 1,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	32 935	4,8	24 801	3,5	8,3	6,7	– 10,0	273 461	– 0,5
Capitale-Nationale	42 800	3,3	27 639	2,1	5,8	5,9	2,4	701 204	9,5
Mauricie	31 004	4,1	23 875	2,8	7,8	9,6	5,5	262 340	1,5
Estrie	30 943	3,6	23 951	2,8	6,7	9,1	– 0,3	312 150	7,3
Montréal	53 248	3,4	27 646	3,0	9,7	17,0	1,9	1 958 257	8,8
Outaouais	29 742	2,9	26 578	3,1	7,4	8,9	8,9	368 181	13,1
Abitibi-Témiscamingue	40 932	6,3	27 048	6,1	7,5	8,0	– 10,2	146 419	2,1
Côte-Nord	54 832	4,7	28 783	7,0	7,8	9,7	66,3	95 802	– 1,6
Nord-du-Québec	65 273	3,9	32 027	6,2	7,8	16,0	20,3	42 330	10,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	24 958	4,8	22 959	3,1	12,4	9,7	– 1,7	93 130	– 4,3
Chaudière-Appalaches	33 857	3,3	25 374	2,4	4,8	5,4	3,8	406 401	4,7
Laval	31 050	2,7	26 819	2,5	7,1	8,4	6,4	403 744	16,1
Lanaudière	23 019	3,1	25 371	2,9	7,7	8,1	3,7	469 916	16,0
Laurentides	28 959	2,6	26 843	3,1	8,1	7,9	6,1	555 614	13,9
Montérégie	31 448	3,2	27 705	3,4	7,0	8,0	4,4	1 456 743	10,4
CRÉ – Longueuil	37 001	2,9	29 196	2,9	..	8,9	3,4	406 571	8,9
CRÉ – Montérégie Est	31 789	3,5	27 222	3,7	..	7,0	4,8	625 588	8,2
CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	25 609	3,3	26 992	3,5	..	8,8	5,1	424 584	15,0
Centre-du-Québec	35 253	3,8	23 948	3,3	7,2	8,6	4,7	233 509	6,6
Ensemble du Québec	**37 795**	**3,4**	**26 642**	**3,1**	**7,8**	**9,8**	**5,6**	**7 979 663**	**8,9**

1. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.
2. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen.

Tableau comparatif pour les CRÉ de la Montérégie

	Revenu personnel disponible par habitant[1]		Taux de travailleurs de 25 à 64 ans[1]	Taux de faible revenu des familles[2]	Population au 1er juillet[3]		Accroissement naturel	Solde migratoire interne
	2010p	Var. 10/09	2010p	2009	2011p	TAAM[4] 2006-2011	2011p	2010-2011[5]
	$	%	%	%	n	pour mille	n	n
Montérégie	**27 705**	**3,4**	**77,8**	**8,0**	**1 456 743**	**10,4**	**6 139**	**6 260**
CRÉ – Longueuil	29 196	2,9	75,4	8,9	406 571	8,9	1 355	686
CRÉ – Montérégie Est	27 222	3,7	78,3	7,0	625 588	8,2	2 528	2 039
Brome-Missisquoi	26 467	4,2	72,8	9,9	55 185	7,8	81	526
La Haute-Yamaska	25 166	3,9	76,8	7,9	84 664	10,9	274	576
Acton	22 564	5,9	72,3	9,4	15 342	– 0,9	28	– 24
Pierre-De Saurel	24 306	0,7	67,9	8,7	49 969	– 0,7	– 46	146
Les Maskoutains	25 712	3,6	77,0	8,5	83 371	4,9	219	43
Rouville	26 787	3,9	82,6	8,3	34 205	15,2	177	205
Le Haut-Richelieu	25 909	3,9	76,6	7,3	114 218	7,6	460	– 138
La Vallée-du-Richelieu	31 400	4,2	84,3	4,4	115 734	13,9	811	472
Marguerite-D'Youville	30 565	3,1	85,4	3,9	72 900	6,3	525	233
CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	26 992	3,5	79,4	8,8	424 584	15,0	2 256	3 535
Roussillon	27 208	3,5	81,7	7,3	173 738	15,0	997	755
Les Jardins-de-Napierville	25 792	4,1	78,3	22,7	26 122	13,6	111	232
Le Haut-Saint-Laurent	21 802	4,4	66,5	18,9	24 634	– 3,2	44	– 33
Beauharnois-Salaberry	23 519	2,6	70,5	8,9	62 382	3,9	15	517
Vaudreuil-Soulanges	29 499	3,4	82,8	5,5	137 708	24,0	1 089	2 064
Ensemble du Québec	**26 642**	**3,1**	**73,5**	**9,8**	**7 979 663**	**8,9**	**29 200**	**...**

1. Selon le découpage géographique et la dénomination au 31 décembre 2010. À partir du 12 février 2011, le nom de la MRC de Lajemmerais dans la région de la Montérégie a changé pour celui de la MRC de Marguerite-D'Youville.
2. Selon le découpage géographique et la dénomination au 1er janvier 2009. À partir du 1er janvier 2010, la municipalité de Bromont est incluse dans la MRC de Brome-Missisquoi, alors qu'auparavant elle faisait partie de la MRC de La Haute-Yamaska.
3. Selon le découpage géographique et la dénomination au 1er juillet 2011.
4. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen. Voir l'encadré de la page 4.
5. Année du 1er juillet au 30 juin.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

CRÉ – Longueuil

Superficie en terre ferme (2011)	282 km²
Densité de population (2011)	1 442,4 hab./km²
Population totale (2011[p])	406 571 hab.
Accroissement naturel (2011[p])	1 355 hab.
Solde migratoire interrégional (2010-2011)[1]	686 hab.
PIB aux prix de base (2010[e,p])	14 865,8 M$
PIB par habitant (2010[p])	37 001 $
Revenu personnel disponible par habitant (2010[p])	29 196 $
Taux de travailleurs de 25 à 64 ans (2010[p])	75,4 %
Taux de faible revenu des familles (2009)	8,9 %
Dépenses en immobilisation (2012)[2]	3 667,4 M$

1. Année du 1er juillet au 30 juin.
2. Perspectives.

Institut de la statistique Québec